

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N°348 - VENDREDI 18 MAI 2018

LE POIVRIER

80km/h? "Je prends un joker", dit Collomb.
C'est limite pour un ministre ! ●

AGENDA MILITANT

→ 23 mai

Nice, Le Broc [Mais?? 68 !!](#)

→ 25 mai

Avignon [Mai 68 au coeur de notre histoire sociale](#)
Eyguians [Labo des idéaux](#)

→ 26 Mai

France [Marée populaire contre les réformes Macron](#)
Le Broc [Mai 68, Un jubilé au coeur de l'actualité](#)



Paris [L'autogestion en mai et juin 1968 en France](#)

→ 27 mai

Dunkerque [La traite, l'esclavage et leurs héritages](#)

→ 31 mai

Amiens [Procès des 1 000 vaches](#)

À LIRE SUR [communistesunitaires.net](#)

→ Vidéo

[68, l'imagination politique et la puissance de la créativité](#), Ludovine Bantigny
[68, des rencontres socialement improbables](#), Julie Pagis
[Une grève tous en même temps](#)

La dictature de l'hyperpuissance

L'affaire de l'accord sur le nucléaire iranien, devenu désaccord après la décision de Donald Trump, nous donne une idée de l'état du monde. Tous les discours sur la fin de "l'hyperpuissance" n'ont fait que répandre une illusion. De cette "hyperpuissance", Obama avait usé modérément, Trump, lui, en abuse. Mais elle est toujours bien là, potentiellement tyrannique, xénophobe, et le front bas. C'est une réalité intrinsèque où se mêlent puissance militaire, domination industrielle et technologique, et monopole du dollar comme monnaie d'échange internationale.

Non seulement Trump promet de nouvelles sanctions au peuple iranien, mais il impose son diktat à ses "alliés" occidentaux, traités comme des vassaux. Les entreprises françaises, allemandes et italiennes, qui avaient investi en Iran, sont sommées de déguerpir. Et elles déguerpiissent dans le plus grand désordre. Total en tête. Et si elles ont la moindre hésitation, les banques ont des arguments pour les convaincre : elles ne voleront pas à leur secours en cas de sanctions américaines. Le chacun pour soi économique se double d'un chacun pour soi politique. De Paris à Berlin, malgré les rodomontades officielles, on supplie l'ogre américain d'accorder quelques dérogations... Car si cette affaire est révélatrice d'une hyperpuissance trop vite enterrée, elle confirme aussi l'inexistence politique européenne. Au milieu de ce paysage, les exhortations "européistes" d'Emmanuel Macron, le 10 mai à Aix-la-Chapelle, rappellent un peu les sauts de cabri moqués jadis par de Gaulle : « *Il ne suffit pas de sauter sur sa chaise comme un cabri en criant l'Europe, l'Europe, l'Europe...* ». Macron a raison de dénoncer "le fétichisme de la dette", mais il le pratique lui-même avec zèle. Ce fétichisme commande toutes ses offensives contre les salariés - à commencer par les cheminots -, et toutes les coupes claires dans les budgets sociaux.

Je m'éloigne du sujet ? Pas tant que ça ! Si l'hyperpuissance américaine ne rencontre aucune résistance sur le nucléaire iranien, ou dans le conflit israélo-palestinien, c'est que l'Europe politique n'existe pas. Et si elle n'existe pas, c'est que les peuples n'ont jamais été mobilisés sur une politique sociale commune. Bien au contraire, l'Europe n'est invoquée que pour justifier les réformes les plus hostiles. Pour devenir une puissance politique, l'Europe doit s'unir sur un projet social auquel les peuples peuvent adhérer. On est loin du compte.

● Denis Sieffert
Éditorialiste à *Politis*



Honte. A l'occasion de la réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU, ce mardi 15 mai, l'ambassadrice américaine, Nikki Haley, a quitté la salle au moment où s'exprimait le représentant des Palestiniens. Il faut dire qu'elle venait de soutenir le massacre commis ces derniers jours par Israël à Gaza, osant même affirmer qu'Israël « a fait preuve de retenue » et aussi qu'« aucun pays dans cette salle n'aurait agi avec autant de retenue que ne l'a fait Israël ». L'histoire retiendra qu'au moment même où les États-Unis ouvrait leur nouvel ambassade, désormais à Jérusalem, soixante Palestiniens, dont des femmes et 8 enfants, étaient tués par l'armée israélienne, tandis que des milliers d'autres étaient blessés par des tirs. Si les États-Unis et Israël apparaissent comme isolé avec seulement quelques autres au sein de la communauté internationale, un système d'apartheid est bel et bien en cours d'installation.

Tout va bien. L'ONG Oxfam vient de publier un rapport, sans surprise pour les lecteurs de *Cerises* mais tout de même éloquent, sur la répartition des richesses entre les dirigeants d'entreprises, les actionnaires et les salariés. Alors que les profits des entreprises du CAC 40 ont augmenté de 60 % depuis 2009, « ces gigantesques richesses créées ne sont pas équitablement partagées avec celles et ceux qui la créent : elles ont surtout bénéficié aux actionnaires et aux dirigeants de ces entreprises, plutôt qu'aux salariés ou aux contribuables ». Concrètement, 67,4 % de leurs bénéfices vont en dividendes aux actionnaires contre 5,3 % aux salariés. En 2016, les PDG des mêmes entreprises gagnaient en moyenne 257 fois le SMIC et 119 fois plus que la moyenne de leurs salariés. Accessoirement, elles comptaient 1 454 filiales dans les paradis fiscaux. Le patron des patrons, Gattaz, a estimé que le rapport en question est biaisé et politique. Lol ! + d'info, [ici](#).



Artistes de rue. Depuis 3 ans, la guerre au Yemen frappe durement la population. Pour tenir, des femmes s'expriment au travers de peintures murales (voir [ici](#)). La France, elle, continue de livrer les matériels nécessaires à la maintenance des armes déjà fournies.



Inédit. Voici la liste des organisations appelant à manifester, à travers toute la France, le 26 mai dans une "Marée populaire pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité" : Alternative et autogestion, Alternative Libertaire, APEIS, ATTAC, Climat social, Collectif des Associations Citoyennes, Collectif National pour les Droits des Femmes, Collectif La Fête à Macron, Confédération Générale du Travail, Coordination nationale de défense des hôpitaux

et maternités de proximité, Convergence nationale de défense des services publics, DIDF, DIEM25, Droit au Logement, Ecologie sociale Europe Ecologie Les Verts, Les Effrontés, Ensemble !, Femmes Egalité, Fondation Copernic, France Insoumise, Gauche Démocratique et Sociale, Génération.s, MJCF, Mouvement Ecolo, Mouvement National des Chômeurs et Précaires, Nouvelle Donne, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Parti Ouvrier Indépendant Démocratique, PCOF, PCRF, République et Socialisme, Résistance Sociale, Sne-sup-FSU, Solidaires, Syndicat des Avocats de France, Syndicat de la Magistrature, UEC, UNEF, Union Nationale Lycéenne. Et, à notre avis, cette liste n'est pas close !

Prometteur. Ce qui n'était pas possible, à savoir manifester le 5 mai après manifesté le 1^{er} mai, est devenu réalité ! Le comité confédéral national de la CGT a décidé d'appeler à manifester le 26 mai, en compagnie de nombreuses organisations, politiques, syndicales et associatives. Ainsi, une nouvelle étape dans la mobilisation face à la politique de Macron pourrait bien être franchie. Les médias bien pensants, malheureux de cette décision, ont d'ores et déjà

Cerises

publication de l'Association des communistes unitaires

Noyau : Gilles Alfonsi, Michèle Kiintz, Philippe Stierlin

Chroniqueurs : Francis Combes, Catherine Destom-Bottin, Sylvie Larue, Patricia Latour, Stéphane Lavignotte, Pierre Zarka

Site, blog, réseaux : Gilles Boitte, Jean-Claude Faure, André Pacco.

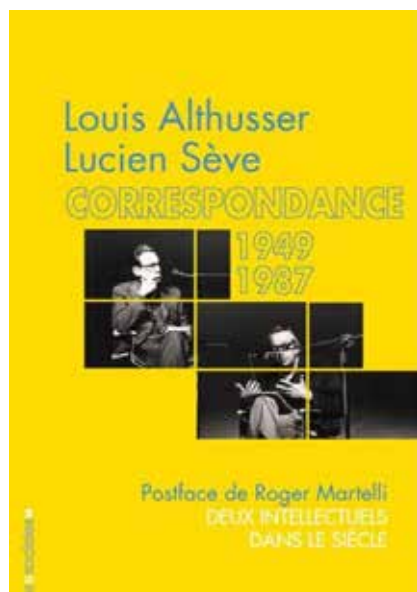
cerises@plateformecitoyenne.net



MEDIAPART



Deux intellectuels dans le siècle : une "dispute" politico-philosophique



La correspondance entre Louis Althusser et Lucien Sève, de 1949 à 1987, que publient les Éditions sociales, offre une « chronique de vifs débats théorético-politiques entre deux marxistes au long de décennies marquantes du siècle dernier », pour reprendre les termes de Lucien Sève, dans sa présentation. Au travers de ces 97 lettres se manifeste aussi une amitié étroite, mais qu'écorne parfois les mots durs de l'aîné, Althusser, des échos plus ou moins déformés d'intervention du philosophe militant communiste Sève, au sein du Parti communiste, et des divergences théoriques qui s'approfondissent au fil du temps. Les notes au fil de la correspondance et les explications « à loyale relecture » apportées en deuxième partie par Lucien Sève précisent des faits, des noms ou développent certains enjeux du débat. Dans sa postface, Roger Martelli replace cette correspondance dans son contexte communiste, national et international, complexe, tendu.



● Michèle Kiintz-Tailleux

Éditions sociales, 384 p., 28 €

commencé à entonner le refrain habituel de la courroie de transmission entre partis et syndicats, n'envisageant pas du tout que des relations de coopération de nouveaux types, égalitaires et respectueuses de chacun, puissent se nouer. Bon, reste à être vraiment très nombreux, partout dans le pays, le jour J.



Haine anti-LGBT. Le nouveau rapport annuel de SOS Homophobie en témoigne : les actes d'homophobie, de biphobie, de lesbophobie et de transphobie sont en France nombreux, très nombreux. L'association a ainsi comptabilisé 1 650 témoignages en 2017, soit une hausse de cas de 4,8% en un an. Le rapport est accessible [ici](#).

Reconversion. Après avoir quitté le navire du Média insoumis, Noël Mamère a indiqué être disponible pour conduire, lors des élections européennes de 2019, une liste commune d'Europe Ecologie Les Verts et du mouvement de Benoît Hamon, Générations. Il indique d'ailleurs « travailler aux liens » entre les deux organisations, ce qui pourrait contribuer à pousser sa candidature, et précise même qu'il « semblerait » que cette hypothèse soit envisagée par l'ancien candidat PS à l'élection présidentielle. Considérant enfin qu'« Emmanuel Macron prend de sérieux risques en affaiblissant de manière systématique les corps intermédiaires et en menant une politique libérale qui s'adresse principalement aux plus nantis », il explique ne pas souhaiter son échec, « car un échec de Macron constituerait un risque grave avec la montée des populismes et de l'extrême-droite ». On a connu Mamère plus radical...

Vomi. Évoquant la polémique alimentée par l'extrême-droite et le gouvernement concernant le port du voile d'une représentante de l'UNEF dans une

université parisienne, *Mariane*, par la plume de son directeur adjoint de la rédaction Jack Dion, toujours prêt à une saloperie islamophobe, a titré, ce 16 mai : « L'Unef se lance dans la promo du voile islamique ». L'auteur évoque le « signe ostensible d'une poussée intégriste inédite dans une telle organisation », se vautrant dans cette brillante comparaison : « Reste à savoir si un syndicat se réclamant de la gauche a vocation à assurer la promotion de responsables qui sont à la laïcité et aux droits des femmes ce que Harvey Weinstein était aux actrices ».

À lire. Au sommaire du *Monde Diplomatique* de mai, un article sur l'outil universel qu'est devenu le gaz lacrymogène, dont les protestataires du monde entier - et singulièrement les Français ces temps-ci - font l'expérience, et différentes contributions importantes : sur la dérive répressive et raciste de la Birmanie, sur le retour de la violence politique au Brésil, sur le phénomène des lanceurs d'alerte en Afrique (face à la corruption) ou encore sur la mobilisation croissante de la puissance publique face aux trafics des données personnelles... Notons aussi un article sur la Charte d'Amiens, l'indépendance syndicale et les relations entre social et politique, et un autre sur l'abandon par la France de ses villes moyennes, à travers l'exemple de la ville de Montluçon. Passionnant !



Lutte des classes.

Il faut voir *En guerre*, le nouveau film de Stéphane Brizé. C'est l'histoire de la résistance des salariés à la fermeture de

leur entreprise, alors même que ses actionnaires encaissent des bénéfices record. Vincent Lindon est dans le rôle du leader de la CGT, Laurent Amédéo, et l'ensemble des acteurs sont des non professionnels. Après avoir été ovationné par le public lors de sa projection, le film sera-t-il récompensé par le Jury de Cannes ? A l'heure où ces lignes sont écrites, nous parions gros sur une réponse positive. ●

Comment faire la révolution aujourd'hui et autrement ?

Dans *Capitalexit ou catastrophe*, l'historien Jean Sève et le philosophe Lucien Sève dialoguent sur les finalités, les fondamentaux et les outils d'une stratégie de transformation de la société. Passionnant !

Avant de proposer des outils et des armes pour l'action politique, les deux auteurs pointent les grands enjeux et l'urgence de la période. L'Humanité est menacée d'une catastrophe, qui met en jeu sa survie. Le capitalisme, au bout du rouleau, produit une déstabilisation gravissime des équilibres planétaires : marchandisation de l'humain, dévalorisation de toutes les valeurs, évanouissement du sens, flot montant de la barbarie, drames écologique et anthropologique entremêlés¹... Or, « aucune force politique de gauche réelle n'ose fonder sa stratégie sur ce diagnostic crucial » que le capitalisme - et non seulement le néolibéralisme - arrive en phase terminale.

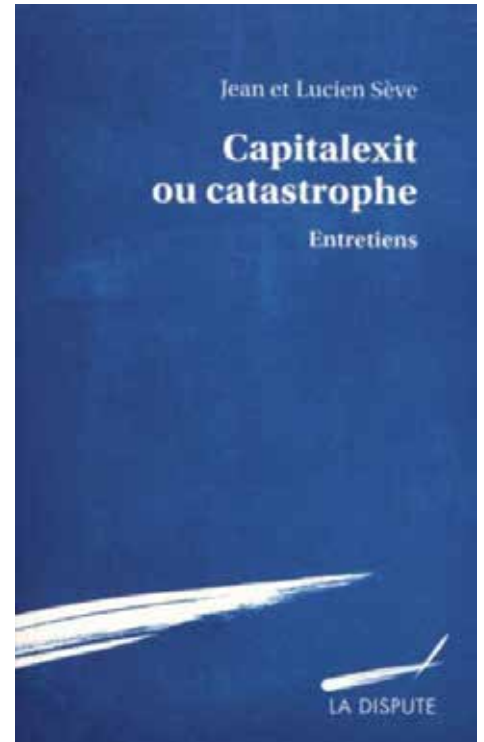
Si la nécessité de sortir du capitalisme « avant qu'il ne détruise l'Humanité en même temps que la planète » est à l'ordre du jour, il faut esquisser ce que peut être une révolution aujourd'hui. Une révolution toute différente de toutes celles qui ont eu lieu jusqu'à présent, mais bien

1. Lire : « Combat anthropologique », *Altercommunisme*, n° 5, [ici](#), et « Cause écologique et cause anthropologique », *Altercommunisme*, n°3, [là](#).

une transformation de la société rompant avec les divisions des sociétés de classes (« groupes humains opposés dans leur rapport aux moyens de production ») et avec toutes les formes de domination qui « font plus ou moins sys-

L'insurrection armée et la conquête du pouvoir par les urnes ont en commun l'illusion que l'on pourrait changer la société par le haut, là où tout l'enjeu est que la société elle-même prenne le pouvoir.

tème avec la domination économique ». Jean et Lucien Sève pointent le caractère « foncièrement non démocratique » du système politique actuel, et son talon d'Achille : « Avoir l'appui du peuple pour gouverner contre le peuple, à la longue, c'est tout de même difficile »... d'où la « fragilisation extrême des fondés de pouvoir de la classe dominante ».



Capitalexit ou catastrophe
Jean et Lucien Sève
Édition La Dispute, 193 p., 15 €

La révolution à partir de la société
Face à l'autoritarisme croissant de l'État, les auteurs estiment qu'une révolution est, « d'une certaine façon, déjà en œuvre ». Pour eux, elle ne sera ni une révolution par les urnes, ni une prise du pouvoir d'État par la violence. Elle ne sera pas essentiellement une révolution par les urnes, car l'idée même d'un changement de la société par le haut implique une « déresponsabilisation mortelle de l'irremplaçable peuple-acteur ». Elle ne sera pas non plus une prise du Palais d'hiver. On sait d'une part que, par rapport à leur objectif de sortie de l'oppression de classes, toutes les révolutions par les armes ont échoué. D'autre part, car l'État dispose de tous les moyens nécessaires pour réprimer cette sorte de tentative et pour accabler ses soutiens. Il faut lire le livre pour bien saisir ces idées aux implications lourdes pour l'action d'aujourd'hui : l'insurrection armée et la conquête du pouvoir par les urnes ont en commun l'illusion que l'on pourrait changer la société par le haut, là où tout l'enjeu est précisément que la société elle-même prenne le pouvoir.

Jean et Lucien Sève estiment que, face au « colosse aux pieds d'argile » qu'est

le système actuel, ceux qui veulent transformer les choses doivent avant tout mener des campagnes, conquérir une hégémonie non d'abord dans les urnes, mais dans les têtes. En résumé : dans la société actuelle, et cela n'a pas toujours été le cas, il y a une « *arme absolue, impossible à confisquer : c'est la culture critique du citoyen* ». Or, et c'est un des points forts du livre, il existe dans la société des « *futurs présents* », du « déjà là » dépassant la société de classes : « *Le bien être raisonnable pour tous y est de façon manifeste entré dans l'ordre du proche possible, à condition bien sûr d'en finir avec le monstrueux développement de l'inégalité sociale* ». Tout le monde devrait savoir que l'Humanité dispose des moyens pour que chacun accède à l'éducation, à la santé, à des activités humaines épanouissantes, mais que cette possibilité est entravée par le système économique qui impose sa loi. Ainsi, « *Ce qui inscrit déjà dans l'état présent de la société de classes le futur de son dépassement, c'est cette dissymétrie criante : d'un côté une classe plus que jamais classe, celle du capitalisme financier, c'est le côté obsolète, de l'autre un dépassement des classes déjà en cours, le monde des salariés, c'est le côté dynamique* ».

Porter des réformes révolutionnaires

Jean et Lucien Sève reprennent à leur compte la notion, tirée de Jean Jaurès, de « *réformisme révolutionnaire* », précisant en réponse à la question « *c'est quoi, une réforme révolutionnaire ?* » : « *Disons : une transformation socio-politique circonscrite mais importante, majoritairement soutenue, qui dépasse l'état de choses actuel en mettant fin à ce qui y constitue un aspect substantiel de la domination de classe* ». Et de citer l'exemple de la séparation de l'Église et de l'État (1905). Ainsi, « *Ce qui frappe*

dans ces grandes réformes révolutionnaires, c'est le caractère définitif de leur enracinement populaire et national, malgré les inlassables efforts ultérieurs de la classe dominante pour les réduire et les dénaturer ». Et les auteurs d'appeler le lecteur à « *déceler les réformes révolutionnaires en plein mûrissement aujourd'hui* » : ils évoquent les modes alternatifs de consommation, les activités du secteur coopératif, les futurs déjà présents dans la réduction du temps de travail, les pratiques de gratuité... mais aussi des formes qui anticipent ou distillent du post-capitalisme. Ainsi, « *le centre de gravité de la politique est à déplacer résolument du terrain de la représentation politique à tous ceux de la réalité sociale à transformer* ».

Tout en s'appuyant sur les pratiques et les formes qui anticipent ou distillent du post-capitalisme, Jean et Lucien Sève proposent de lancer une série de batailles pour des réformes révolutionnaires.

Le livre passe en revue les différentes forces politiques de gauche, évoquant notamment, entre « *critique sans concession et camaraderie entière* », les réflexions de Jean-Luc Mélenchon (*L'ère du peuple*) et de la France insoumise. Pour les deux Sève, Mélenchon est « *un socialiste, disons le meilleur des socialistes possibles* », et le programme *L'avenir en commun* reste au milieu du gué : « *dans ce programme étoffé, le*

manque de cohérence fondamentale est manifeste. Sont proposées quelques fortes réformes révolutionnaires, trop éparses et souvent incomplètes, mais précieuses ; en même temps dominent de loin les mesures réformistes au vieux sens du terme ». Plusieurs pages d'analyse méritent l'attention, que l'on se sente ou non partie prenante de la France insoumise : on sait bien que Mélenchon n'est pas communiste, mais il est particulièrement intéressant de saisir à la fois ce qu'il y a de prometteur dans le mouvement atypique de la France insoumise... et ses limites provisoires.

Jean et Lucien Sève évoquent ensuite les grandes batailles qui pourraient être menées dans une logique de dépassement du capitalisme : réforme révolutionnaire visant à mettre fin au règne actionnarial capitaliste, contestant le pouvoir des actionnaires et exigeant un pouvoir citoyen sur les entreprises ; bataille pour la démarchandisation de la force de travail, en instaurant un système de sécurité emploi-formation voire en mettant en place un salaire à vie ; extension de la gratuité ; bataille pour la création d'un pôle bancaire public ; bataille pour l'appropriation démocratique du pouvoir médiatique ; bataille pour désobéir aux traités européens, etc. Pour mener ces combats, Lucien Sève souligne sa conviction de la nécessité d'une organisation communiste à la fois « *entièrement indépendante* » et n'excluant aucune forme de « *coopération poussée* » avec d'autres. Les auteurs évoquent notamment la mise en place de collectifs thématiques portant les différentes réformes révolutionnaires précédemment évoquées, esquissant dans les grandes lignes comment ils pourraient converger et se fédérer.



● Gilles Alfonsi

Tout le pouvoir aux travailleurs !

Les facteurs du bureau de Rennes Crimée sont en grève depuis le 9 janvier. 4 mois de grève. Des fiches de paye à 0 euro à la fin du mois.

Rennes Crimée c'est le bureau de poste des quartiers populaires du sud de la ville. Tisseurs de lien social, c'est ainsi qu'ils-elles se définissent, ils-elles aiment leur métier, veulent le faire dans de bonnes conditions et ont une haute conception du service postal de proximité. Méprisés par leur direction, mais largement soutenus (cheminots, étudiants, collectif des usagers des services publics solidaires des grévistes, le secrétaire général de la CGT, un député de la FI... sans compter les concerts de soutien dans les bars, la caisse de solidarité qui leur permet de tenir), ils ont sillonné le département et mis en mouvement pas moins de la moitié des facteurs du département lors de journées d'action départementales ou nationales.

À la recherche de tous les gisements possibles de productivité et de profitabilité, la direction de la Poste veut modifier en profondeur le métier de facteur et le service postal de proximité. Il s'agit de déposséder les facteurs de la maîtrise de leur tournée, les couper de leurs collègues en supprimant des temps de travail en équipe, en finir avec les tournées quotidiennes dans tous les quartiers, poursuivre le recours aux CDD et augmenter le nombre de salariés précaires, augmenter la charge de travail en sortant les temps de pause du temps de travail.

En refusant la tournée "sacoche", les facteurs refusent une nouvelle fragmentation de leur travail. Cette organisation rompt l'unité de la tournée en séparant le tri de la distribution, elle interdit un ensemble d'opérations cognitives permettant d'anticiper quotidiennement sur sa tournée pour la rationaliser. Elle dépossède le facteur de sa tournée, elle l'isole et supprime ainsi des ressorts essentiels de sens et de plaisir au travail, car le travail en équipe n'est possible que lors du passage au centre de tri. Elle oblige à des tournées plus longues, des sacoches plus lourdes, une exposition plus longue au froid et au soleil.

En revendiquant de rester (pour une part au moins...) maîtres de leur travail, en reconduisant la grève de semaine en semaine en assemblée générale et sans attendre les ordres des centrales syndicales, les facteurs de Rennes Crimée se sont engagés dans un processus de reconquête de pouvoir.

L'écart entre la conception des salariés du travail bien fait et le travail tel qu'il est défini par les stratégies des directions au service de leurs actionnaires fussent-elles l'État, devient de plus en plus insupportable. Ça craque de partout et les conflits sociaux se multiplient. Il serait peut-être temps de remettre au goût du jour le slogan de Mai 68 "Tout le pouvoir aux travailleurs"...



De la lutte des facteurs à celle des cheminots, en passant par la lutte des caissières de Carrefour ou des salarié-es de Lidl, la question de se redonner du pouvoir de décision devient incontournable. Il ne s'agit pas seulement de stopper Macron. Il s'agit de repenser la société dans laquelle

nous voulons vivre, une société où le pouvoir de décider sera contesté aux actionnaires et à l'État. Au moment où le rapport de l'OXFAM fait la démonstration du pouvoir de nuisance des actionnaires du CAC 40, il est temps de revendiquer d'en finir avec leurs privilèges!

L'appel et les formes que prend la journée d'action du **26 mai pour une Marée Populaire** ouvrent un chemin en ce sens: « *Ce dont il est question concerne la nature même de la société dans laquelle nous voulons vivre... Dans le respect de nos champs d'interventions respectifs nous voulons aller au-delà de toutes les mobilisations positives qui existent déjà et rassembler toutes les forces sociales syndicales associatives politiques pour construire et réussir un grand rendez-vous citoyen* ».

Tout le pouvoir aux collectifs du 26 mai !

● Sylvie Larue



Voir facteur en colère [ici](#)

Mai 68, la répétition ?

Le 1^{er} mai, on pouvait lire, bombé sur le parapet du Pont d'Austerlitz : "Nous naissons de partout, nous sommes sans limites". Vers extrait de "Notre mouvement", poème d'Éluard dans les *Derniers poèmes d'amour...* Dans l'esprit d'Éluard, le mouvement en question était celui des peuples vers le communisme... Qu'un jeune d'aujourd'hui reprenne cela comme manifeste de son engagement dit que, malgré les changements survenus dans le monde et en France, un certain romantisme révolutionnaire peut renaître.

S'il est un spectre qui hante la société française aujourd'hui, c'est bien celui de 68. Dans certains secteurs du salariat et de la jeunesse, qui rêvent de "refaire 68" ; mais aussi sans doute du côté du pouvoir. La morgue et l'autoritarisme de Macron, le recours à la répression à Notre-Dame-des-Landes et ailleurs, sa provocation permanente à l'égard du monde du travail donnent à penser qu'il met volontairement de l'huile sur le feu, peut-être dans le but de faire avorter le mouvement, faute de "convergence des luttes". La relecture en détail des premières journées de Mai 68 montre qu'à l'époque aussi le "pouvoir personnel" gaulliste avait voulu jouer avec le feu... Ce qui n'était pas sans risques comme l'ont prouvé les neuf millions de grévistes venus relayer la révolte étudiante et qui ont certainement déstabilisé De Gaulle, au moins un temps. Jusqu'à ce qu'il reprenne la main et rétablisse l'ordre institutionnel en remportant les législatives, grâce au soutien de la "France profonde" qui avait pris peur.

On a beau jeu de dauber sur la récupération de 68. Elle est réelle au plan culturel. L'irruption du désir, la contestation de la hiérarchie, la revendication de l'imagination au pouvoir, la fête même ont été assez largement récupérées par la mutation "libérale-libertaire" du capitalisme, qu'analysa Michel Clouscard. (Même si de nos jours, la mode est plutôt au conservatisme moral et à l'obsession sécuritaire). Mais c'est aussi vrai des conquêtes sociales enregistrées à Grenelle. L'augmentation du SMIC, par exemple, a permis une relance de la consommation, de la croissance et donc des profits. Dans la mesure



où 68 a été une "révolution" qui n'a pas renversé le pouvoir de la bourgeoisie, toutes ses conquêtes (quantitatives comme qualitatives) ont pu, plus ou moins vite, être digérées par le système.

Mais que 68 ait été un rêve inabouti ne l'empêche pas d'exercer toujours une attraction, peut-être même au contraire, jusque parmi ceux qui n'ont pas vécu ce moment, qui fut pour beaucoup celui de la prise de conscience, de l'embellie et de l'enthousiasme partagé.

Alors, refaire 68 ?

Il y a une phrase de Marx qui est souvent citée aujourd'hui. C'est celle par laquelle il ouvre *Le 18 Brumaire* : « Hegel remarque quelque part que tous les grands faits et les grands personnages de l'Histoire universelle adviennent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce ». C'est par ces termes moqueurs qu'il compare Napoléon 1^{er} et le troisième du nom, surnommé "le Petit" par Victor Hugo.

Qu'une tentative de répétition de 68 tourne court, voire à la farce, n'est pas exclu.

Beaucoup de choses ont changé en cinquante ans. La France n'a plus le même visage. La classe ouvrière notamment s'est beaucoup affaiblie, du point de vue numérique, organisationnel et idéologique. En 68, malgré ou à cause des Trente glorieuses, le modèle de la société de consommation alors triomphant révélait soudain l'insatisfaction qu'il engendrait, inévitablement.

Dans son ouvrage écrit à chaud, *L'Irruption, de Nanterre au sommet*¹, Henri Lefebvre pouvait noter (p. 84) : « L'American

1. Anthropos, Paris, 1968, réédité par les éditions Syllepse (1998) (préface, postface et prolongements par René Lourau, René Mouriaux et Pierre Cours-Saliès).

Way of Life ne tente plus personne.»

On ne pourrait pas en dire autant aujourd'hui et cela suffit à mesurer les points marqués par le capitalisme. La situation du marxisme aussi a changé. A l'époque, celui-ci était en crise (avec les querelles qui n'étaient pas que de chapelle entre "orthodoxes", trotskystes, "maoïstes", althussériens, humanistes, etc...) mais c'est lui qui donnait le "la" de la vie intellectuelle. Un tiers de la planète vivait sous un régime se réclamant du socialisme et au Vietnam un petit peuple résistait à l'impérialisme le plus puissant...

Mais il y a aussi des choses qui n'ont pas changé. Le gauchisme, par exemple, n'a pas disparu. Ou il est réapparu. Les manifestants du "*black bloc*", qui affirment vouloir s'en prendre aux "symboles du capitalisme", en témoignent. On peut s'interroger sur l'efficacité révolutionnaire de cette action qui aboutit à saboter la manif du 1^{er} Mai, en plein mouvement des cheminots. Le fait par exemple que ce "symbole du capitalisme" qu'est la voiture du Temps des Cerises ait été incendiée à l'issue de la manif en dit assez long sur la facilité pour des provocateurs, flics en civil ou nervis d'extrême-droite, à infiltrer ce genre de groupe.

Mais cela ne peut pas conduire à être sourd à l'aspiration révolutionnaire de beaucoup de ces jeunes. Ni à ne pas voir qu'aujourd'hui comme hier, se font face et s'alimentent mutuellement une forme d'anarchisme (inefficace et même nocif pour le mouvement) et une certaine impuissance des organisations classiques. D'un côté, ce que Lefebvre appelait "la révolution institutionnalisée" et son immobilisme constitutif... et de l'autre le spontanéisme de l'impatience révolutionnaire. La "maladie infantile"... et ce qu'il faut bien appeler la "maladie sénile" d'un communisme qui a renoncé à la révolution.

En 68, le PCF n'avait certainement pas tort dans son analyse du rapport des forces fondamental. Et il était sans doute fondé à craindre le "solo funèbre" de la classe ouvrière si celle-ci avait tenté de prendre le pouvoir. Mais il est passé à côté de forces et de questions qui apparaissaient, dans la foulée de l'émergence des couches moyennes et du "capitalisme d'organisation", telles celle du rôle nouveau des fonctions de gestion dans la société, de la crise du savoir dans la jeunesse estudiantine ou des minorités marginalisées dont Marcuse avait pressenti l'importance... (À propos de Marcuse, venu à Paris à la veille de 68 pour un colloque très universitaire sur

le marxisme, Lefebvre relève avec ironie que sa vision pessimiste d'une "société close" a presque aussitôt été démentie par l'irruption de 68 qui ouvrait une brèche, en France, mais aussi ailleurs dans le monde).

Parmi les rendez-vous manqués de 68, il y a aussi des questions culturelles ou morales, des aspirations à des changements de la vie quotidienne qu'une certaine conception "économiste" du marxisme, dominante dans le mouvement communiste et les organisations ouvrières, ne permettait guère de prendre en compte. À ce titre, on a souvent évoqué le féminisme. En fait, le mouvement féministe s'affirme surtout après 68, sur sa lancée (avec le MLF, ou le MLAC pour le droit à l'avortement, etc.) De même pour le mouvement homosexuel (avec le FHAR, fondé en 71). Ou pour la question des minorités ghettoisées qui se sentent, en France même, en situation de domination coloniale. Par contre, c'est bien en 68 que s'est exprimée l'aspiration autogestionnaire ; au départ mal accueillie par les communistes. À la fois parce qu'ils étaient attachés à l'idée de la planification démocratique et étaient réticents envers l'expérience yougoslave, mais aussi parce qu'ils mettaient l'accent sur l'appropriation collective des moyens de production... et qu'ils soupçonnaient (à bon droit) Michel Rocard de faire l'impasse dessus.

Que 68 ait été un rêve inabouti ne l'empêche pas d'exercer toujours une attraction, peut-être même au contraire, jusque parmi ceux qui n'ont pas vécu ce moment, qui fut pour beaucoup celui de la prise de conscience, de l'embellie et de l'enthousiasme partagé

A contrario, dès 68, Lefebvre insiste sur la portée de l'idée autogestionnaire pour reconstruire un projet révolutionnaire démocratique, capable de tirer les leçons de l'expérience du socialisme étatiste (et de "l'ennui" qui, selon lui, lui est consubstantiel...) Seule à ses yeux cette idée permettrait à la gauche d'avoir un vrai projet pour "changer la vie", et pas seulement en matière d'économie. (Il n'est pas inintéressant de relire ce qu'il écrit sur la différence de fond avec la cogestion... On peut d'ailleurs se demander si certains communistes qui mettent en avant la question des "nouveaux critères de gestion" ne se sont pas en fait ralliés à l'idée de cogestion). Autant de questions posées en 68 et après... et qui ne sont probablement pas réglées.

Si un mouvement surgit et se développe à nouveau, nous ne pouvons qu'espérer que les uns et les autres, forts des leçons du passé, sauront faire que l'Histoire, au lieu de bégayer, avance. Car, comme le disait aussi Paul Valéry : « *L'Histoire est la science des choses qui ne se répètent pas.* »

● Francis Combes et Patricia Latour

